



PRÉFET DE LA HAUTE SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité interdépartementale des deux Savoie

Annecy, le 23 octobre 2017

Affaire suivie par : Bernard CLARY
Cellule territoriale G3
Tél. : 04 50 08 09 14
Télécopie : 04 50 08 09 20
Courriel : bernard.clary@
developpement-durable.gouv.fr.
20171023-RAP-MiseAJourAPGGB.odt

OBJET : Mise à jour de l'arrêté préfectoral

Département de la Haute Savoie

Rapport de l'inspection des installations classées

GGB France à Annecy

Adresse de l'établissement : 65 chemin de la prairie 74000 ANNECY

Adresse du siège social de l'établissement : BP 2074 74009 ANNECY Cedex

Activité principale de l'établissement : fabrication de bagues antifriction

Code GIDIC de l'établissement : 108.274

Priorité DREAL : P3

I. Présentation de l'entreprise

GGB France est une filiale du groupe GGB Bearing Technology, leader mondial de la production de paliers.

L'établissement d'Annecy produit des composants dans le domaine de la mécanique de précision appliquée aux secteurs de l'automobile et industriel : bagues, rondelles et sous ensembles constitués de matériaux anti friction.

À partir de rouleaux de bandes d'acier, la fabrication fait appel à des opérations de :

- préparation de surface par toilage puis frittage (dépôt de billes de bronze et cuisson),
- préparation de pâtes polymères destinées à recouvrir les bandes,
- dépôt de la pâte sur les bandes et cuisson,
- production des bagues par découpe de lanières de largeur adaptée et enroulement,
- étamage de certaines bagues au moyen d'une succession de bains,
- incorporation de certaines bagues à des sous ensembles,
- contrôle, conditionnement, expédition.

L'usine fonctionne 5 jours par semaine, en 3x8.

Le site d'Annecy a démarré son activité en 1946 (SIC, Société Industrielle des Coussinets). Le site intégrait une activité de fabrication de coussinets pour les moteurs automobiles. La société est devenue par la suite Glacier SIC, puis Glacier Vandervell. En 2001, le site a été séparé en deux parties, la société Glacier Garlock Bearings reprenant la fabrication des produits anti friction, la société Glacier Vandervell conservant la fabrication des coussinets. Cette dernière société a déménagé en 2004 à Chavanod, pour devenir par la suite Mahle Composants Moteurs France. Depuis cette date, GGB France a repris la totalité du bâtiment d'Annecy.

L'usine GGB a été autorisée, au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, par arrêté préfectoral du 2 avril 2002. Cet arrêté préfectoral faisait suite au partage de l'usine (le précédent arrêté pris au bénéfice de Glacier SIC datait du 15 mars 1996).

II. Mise à jour de l'arrêté préfectoral

Une mise à jour de l'arrêté préfectoral s'avère nécessaire pour ce qui est :

- du tableau de classement à la suite de l'évolution de la nomenclature et des modifications intervenues dans l'établissement
- des prescriptions applicables afin de les renforcer sur certains points : rejets atmosphériques de l'application de pâtes polymères, rejets des chaufferies

II.1 Classement des activités

Par courrier en date du 10 décembre 2015, la société GGB a adressé une actualisation des rubriques de la nomenclature des installations classées concernées par l'établissement. À la suite d'interrogations de l'inspection, une nouvelle version corrigée et complétée a été adressée le 4 juillet 2017. Nous proposons de faire le point rubrique par rubrique :

- **Rubrique 2560 (travail mécanique des métaux) :**
 - L'arrêté préfectoral du 2 avril 2002 cite la rubrique 2560.1, régime de l'autorisation pour une puissance de 1 195 kW
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique une puissance de 1 031 kW (en donnant le détail des machines), correspondant aujourd'hui à un régime d'enregistrement sous la rubrique 2560.1
 - Conclusion : la situation administrative décrite dans le courrier du 4 juillet 2017 peut être actée.
- **Rubrique 2561 (trempe des métaux) :**
 - L'arrêté préfectoral du 2 avril 2002 cite la rubrique 2561, régime de la déclaration pour une trempe à l'huile d'un volume de 200 l
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique que l'activité a été supprimée
 - Conclusion : activité à ne pas reprendre.
- **Rubrique 2563 (nettoyage de surfaces au moyen de liquides à base aqueuse) :**
 - Rubrique inexistante en 2002, cette activité relevant de la rubrique 2565 autorisée pour un volume de 12 310 litres
 - La rubrique a été créée le 14 décembre 2013. GGB a effectué une déclaration d'antériorité le 24 novembre 2014.
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique un volume total de 3 880 litres (3 machines concernées), régime de la déclaration sous la rubrique 2563.2
 - Conclusion : la situation administrative décrite dans le courrier du 4 juillet 2017 peut être actée.
- **Rubrique 2564 (nettoyage de surfaces au moyen de solvants organiques) :**
 - Rubrique inexistante en 2002, cette activité relevant de la rubrique 2565 autorisée pour un volume de 12 310 litres
 - La rubrique a été créée le 2 mai 2002. GGB a effectué une déclaration d'antériorité le 26 mars 2003 et la préfecture a délivré un récépissé le 8 octobre 2003.
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique un volume total de 699 litres (3 machines concernées), régime de la déclaration sous la rubrique 2564.2
 - Conclusion : la situation administrative décrite dans le courrier du 4 juillet 2017 peut être actée.
- **Rubrique 2565 (traitement de surface) :**
 - L'arrêté préfectoral du 2 avril 2002 cite la rubrique 2565.2.a), régime de l'autorisation pour un volume de 12 310 litres ; incluait des installations relevant par la suite des rubriques 2563 et 2564.
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique un volume total de 6850 litres, régime de l'autorisation sous la rubrique 2565.2.a). Par la suite, GGB a fait part de la suppression de la chaîne d'étamage mixte, ramenant ainsi le volume de bains à 3 000 litres
 - Conclusion : l'activité n'ayant pas fait l'objet d'une augmentation, le volume de 3 000 litres peut être acté.

- **Rubrique 2565 (tribofinition) :**
 - L'activité était intégrée à la rubrique 2565.2.a) jusqu'à la création de la sous-rubrique 2565.4 le 31 mai 2006. GGB a effectué une déclaration d'antériorité le 12 décembre 2006, complétée le 26 février 2007.
- **Rubrique 2575 (emploi de matières abrasives) :**
 - L'arrêté préfectoral du 2 avril 2002 cite la rubrique 2575, régime de la déclaration pour une puissance de 37 kW
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique une puissance de 23 kW, régime de la déclaration sous la rubrique 2575
 - Conclusion : la situation administrative décrite dans le courrier du 4 juillet 2017 peut être actée.
- **Rubrique 2910 (combustion) :**
 - L'arrêté préfectoral du 2 avril 2002 cite la rubrique 2910.A.2, régime de la déclaration pour une puissance de 3,72 MW
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique une puissance de 3,77 MW, régime de la déclaration sous la rubrique 2910.A.2.
 - Conclusion : la situation administrative décrite dans le courrier du 4 juillet 2017 peut être actée.
- **Rubrique 4510 (produits dangereux pour l'environnement) :**
 - Est concerné l'emploi de poudre de plomb et de poudre de bronze pour une quantité totale de 50 t
 - La rubrique a été créée le 3 mars 2014 ; le courrier de décembre 2015 peut être considéré comme une déclaration d'antériorité. La rubrique concernée est la rubrique 4510.2, régime de la déclaration.
 - Conclusion : la situation administrative décrite dans le courrier du 4 juillet 2017 peut être actée.
- **Rubrique 4802 (équipements contenant des gaz à effet de serre) :**
 - La rubrique a été créée le 3 mars 2014 ; le courrier de décembre 2015 peut être considéré comme une déclaration d'antériorité. L'arrêté préfectoral de 2002 citait la rubrique 2920 en ce qui concerne les installations de réfrigération.
 - Le courrier du 4 juillet 2017 indique une quantité de fluide de 576 kg, régime de la déclaration sous la rubrique 4802.2.a).
 - Conclusion : la situation administrative décrite dans le courrier du 4 juillet 2017 peut être actée.

L'établissement n'est plus classable pour les rubriques suivantes citées dans l'arrêté préfectoral du 2 avril 2002 :

- Rubrique 1190.1 : stockage et emploi de substances ou préparations toxiques ou très toxiques (en l'occurrence liquides et solides cyanurés). L'usage de cyanures était lié à une chaîne de cuivrage électrochimique, qui a été arrêtée en 2002.
- Rubrique 2925 : charge d'accumulateurs. Le seuil de déclaration a été relevé en 2006 à 50 kW et le site n'est plus concerné.

La situation par rapport à la rubrique 2940 nécessite un examen plus complet. Cette rubrique concerne l'application de pâtes polymères sur les bandes métalliques, destinées ensuite à être découpées et pliées afin de constituer les pièces anti-friction. Cette activité est baptisée « imprégnation » par la société GGB. Il s'agit, et s'est toujours agi, du cœur de métier de l'entreprise. Cette activité était citée à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 1996 autorisant la société Glacier SIC à exploiter le site (« imprégnation de pâte PTFE et plomb »), sans que la rubrique 2940 ne soit indiquée dans le tableau de classement. Cette rubrique a été créée le 15 mars 1996 ; les rubriques 404 et 405 antérieurement en vigueur ne visaient pas ce type d'activité qui n'était alors pas classable. Glacier SIC n'a pas effectué de déclaration d'antériorité en 1996, et l'administration n'a pas soulevé le sujet depuis. Cependant, l'administration n'ignorait pas cette activité, cœur de métier ancestral de l'usine. Dans ces conditions, nous proposons d'accorder le bénéfice de l'antériorité. Le courrier du 4 juillet 2017 de GGB indique une quantité maximale de pâte susceptible d'être appliquée journalièrement de 850 kg. Dans le cadre d'une inspection réalisée le 31 août 2017, il a été constaté que la pâte se composait d'environ 13 % de produit liquide. Sur les 3 produits liquides utilisés, seul un répond à la définition de COV ; il constitue 0,4 % de la pâte. Pour le classement sous la rubrique 2940, un coefficient 1/2 peut donc être appliqué. Il est donc proposé d'acter le classement sous la rubrique 2940.2.a), régime de l'autorisation, pour une quantité maximale journalière de 425 kg,

II.2 Mise à jour des prescriptions techniques

II.2.1 Généralités

Depuis la publication de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2002, de nombreuses références réglementaires ont évolué. Il est proposé d'abroger l'intégralité des prescriptions et de publier un arrêté préfectoral autoportant, faisant notamment référence aux derniers textes en vigueur.

II.2.2 Rejets atmosphérique de l'application et de la cuisson de la pâte polymères

L'usine possède 2 lignes d'application de pâtes polymères (« imprégnation »). L'application est réalisée par pressage sur la bande métallique préalablement préparée. La bande passe ensuite dans un four de cuisson à environ 400°C. Comme indiqué précédemment, la pâte se compose d'environ 13 % de produit liquide et 0,4 % de COV. Les débits sont de l'ordre de 10 000 Nm³ sec/h, par ligne.

Ce rejet n'est pas réglementé par l'arrêté préfectoral de 2002.

Les rejets sont susceptibles de contenir des COV : solvant évaporé, mais aussi décomposition d'une partie du PTFE. Les valeurs limites en COV potentiellement applicables sont issues de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (point 7 de l'article 27) : 110 mg/Nm³ exprimé en carbone total pour la concentration globale de l'ensemble des composés.

Par ailleurs, la mise en œuvre de PTFE émet des produits toxiques à partir de 230°C. Sont en particulier rejetés l'acide fluorhydrique et l'acide pentadécafluorooctanoïque (PFOA). Ces deux substances sont réglementées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

- HF : VLE de 5 mg/Nm³ si rejet > 500 g/h
- PFOA : classé CLP H360D → art 27.7.c) AM 98 : 2 mg/Nm³ si rejet > 10g/h.

Il est proposé de fixer les valeurs limites suivantes :

- COV non méthaniques en équivalent carbone : concentration : 110 mg/Nm³ ; flux total pour les 2 lignes : 2,2 kg/h
- HF : flux total pour les 2 lignes : 500 g/h
- PFOA : 2 mg/Nm³ ; flux total pour les 2 lignes : 40 g/h

Il est proposé la réalisation d'une mesure annuelle de la qualité de ce rejet, portant sur les 3 paramètres précités.

II.2.2 Rejets atmosphériques des machines de lavage aux solvants

Le lavage des pièces est réalisé au moyen de solvants pétroliers (pas d'utilisation de solvants chlorés). Les rejets atmosphériques des machines de lavage ne sont pas réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Le projet d'arrêté préfectoral reprendra les dispositions des articles 6.2.b.2.II et 6.3.b).I de l'arrêté type 2564 du 21 juin 2004 :

- si la consommation de solvant est supérieure à 2 t/an :
 - concentration globale de l'ensemble des composés < 75 mg/Nm³
 - flux annuel < 20 % de la quantité utilisée (< 15 % de la quantité utilisée si consommation > 10t/an).
- mise en place d'un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, lorsque la consommation de solvant de l'installation est supérieure à 1 tonne/an.

II.2.3 Chauffage

La chaufferie, composée de 2 chaudières de 1,85 MW fonctionnant au gaz naturel, est soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (pour ce qui est des prescriptions applicables aux installations existantes au 1^{er} janvier 1998). Les chaudières sont également soumises aux dispositions des articles R224-20 à R224-41-9 du code de l'environnement.

Ces prescriptions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral, et notamment les valeurs limites d'émission à l'atmosphère :

- Oxydes de soufre en équivalent SO₂ : 35 mg / m³
- Oxydes d'azote en équivalent NO₂ : 150 mg / m³
- Poussières : 5 mg / m³

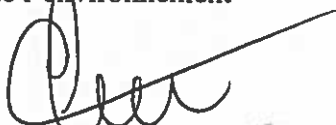
II.2.4 Installations frigorifiques

Il est proposé de rappeler les dispositions des articles R.543-75 à R.543-123 du code de l'environnement, et des arrêtés ministériels pris en application.

IV - Conclusion

Afin de prendre acte des évolutions de classement de l'établissement et de mettre à jour les prescriptions applicables, il est proposé la signature d'un arrêté préfectoral complémentaire, selon les dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement. Il est proposé d'abroger l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2002, afin de disposer d'un arrêté préfectoral autoportant. La consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ne nous paraît pas nécessaire.

L'inspecteur de l'environnement



Bernard Clary

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du
département de Haute-Savoie

Annecy, le 22/10/2012

L'adjoint à la chef de l'unité territoriale



Christian Guillet

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very important document, as it contains the President's message to Congress for the first time since the beginning of the Civil War. The letter is written in a very formal and dignified style, and it is a very good example of the President's power and authority. The letter is also a very good example of the President's ability to communicate with the Congress and the people. The letter is a very important document, as it contains the President's message to Congress for the first time since the beginning of the Civil War.

2. The second part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very important document, as it contains the President's message to Congress for the first time since the beginning of the Civil War. The letter is written in a very formal and dignified style, and it is a very good example of the President's power and authority. The letter is also a very good example of the President's ability to communicate with the Congress and the people. The letter is a very important document, as it contains the President's message to Congress for the first time since the beginning of the Civil War.

3. The third part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very important document, as it contains the President's message to Congress for the first time since the beginning of the Civil War. The letter is written in a very formal and dignified style, and it is a very good example of the President's power and authority. The letter is also a very good example of the President's ability to communicate with the Congress and the people. The letter is a very important document, as it contains the President's message to Congress for the first time since the beginning of the Civil War.